

Fabrice BRANGEON
Jean-Christophe ROBIN
Experts-Comptables
Commissaires aux comptes

Thibaud ROYER
Expert-Comptable

Thomas LE FLOC'H
Directeur Associé

AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'ILLE-ET-VILAINE

**Siège social : 44 Square de la Mettrie
CS 60606
35706 RENNES CEDEX 7**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 DECEMBRE 2021

SOMMAIRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux Adhérents,

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'ILLE-ET-VILAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'ILLE-ET-VILAINE à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

a) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

III- Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- le poste « subventions d'exploitation »,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- Vérification du rapport moral et des autres documents adressés aux Adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'ILLE-ET-VILAINE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles

puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Betton, le 20 mai 2022

BDO RENNES


Jean-Christophe ROBIN
Commissaire aux comptes

COMPTES ANNUELS

■ Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/21	Net au 31/12/20
ACTIF				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	11 313	10 769	544	180
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et ac				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	108 238	87 535	20 703	23 872
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	26 506		26 506	26 506
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 890		6 890	6 972
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	152 947	98 305	54 642	57 530
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commande				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Autres créances	5 516		5 516	11 305
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Instruments de trésorerie				
<i>Disponibilités</i>	678 692		678 692	892 416
Charges constatées d'avance	37 377		37 377	22 630
TOTAL ACTIF CIRCULANT	721 585		721 585	926 351
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
TOTAL DE L'ACTIF	874 531	98 305	776 227	983 882

■ Bilan

	Net au 31/12/21	Net au 31/12/20
PASSIF		
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	30 897	30 897
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	9 969	70 000
Report à nouveau	324 761	258 738
Résultat de l'exercice	9 425	5 992
Subventions d'investissement	7 196	15 605
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES	382 248	381 232
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 000	
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 000	
FONDS DEDIES		
Fonds dédiés sur subventions	64 400	205 000
Fonds dédiés sur autres ressources		
TOTAL FONDS DEDIES	64 400	205 000
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses	76 225	76 225
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	160 964	212 495
Dettes fiscales et sociales	89 251	100 299
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	806	7 891
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 333	740
TOTAL DETTES	328 578	397 650
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL DU PASSIF	776 227	983 882

■ Compte de résultat

	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois	%	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises				
Production vendue				
Chiffre d'affaires net				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	1 604 892	99,97	1 604 892	98,63
Reprises sur provisions et transferts de charges	111 532	6,95	24 410	1,50
Cotisations	480	0,03	22 261	1,37
Autres produits				
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 716 904	106,95	1 651 562	101,50
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières premières et autres appro.				
Variation de stock (m.p.)				
Autres achats & charges externes	797 507	49,68	777 777	47,80
Impôts, taxes et versements assimilés	56 649	3,53	49 545	3,04
Salaires et Traitements	698 891	43,53	623 227	38,30
Charges sociales	291 557	18,16	276 326	16,98
Amortissements et provisions	14 498	0,90	11 362	0,70
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 859 101	115,80	1 738 237	106,83
RESULTAT D'EXPLOITATION	-142 197	-8,86	-86 675	-5,33
Quote parts de résultat sur opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.				
Autres intérêts et produits assimilés	598	0,04	1 096	0,07
Reprises sur dépr., prov. et transferts de charges				
Différence positive de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mob. de plac.				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	598	0,04	1 096	0,07
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements., dépréciations et prov.				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de plac.				
TOTAL CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER	598	0,04	1 096	0,07
RESULTAT COURANT avant impôts	-141 599	-8,82	-85 579	-5,26
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	2 023	0,13	2 990	0,18
Sur opération en capital	8 409	0,52	10 243	0,63
Reprises sur prov. et dépr. et transferts de charges				

■ Compte de résultat

	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois	%	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	%
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	10 432	0,65	13 233	0,81
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	7		496	0,03
Sur opération en capital			1 166	0,07
Dotations aux amortissements., dépréciations et prov.				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	7		1 662	0,10
RESULTAT EXCEPTIONNEL	10 425	0,65	11 571	0,71
Participation des salariés				
Impôts sur les bénéfices				
Report des ressources non utilisées	185 600	11,56	210 000	12,91
Engagements à réaliser	45 000	2,80	130 000	7,99
RESULTAT DE L'EXERCICE	9 425	0,59	5 992	0,37

Annexe

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association :

**AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE
et vilaine**

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 776 227 euros
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 9 425 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14/04/2022 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social et des activités

L'Agence a pour objet de mettre en oeuvre tout ou partie de la politique touristique du Département d'Ille-et-Vilaine.

Elle a ainsi pour vocation de contribuer au développement et au dynamisme du tourisme en Ille-et-Vilaine et proposera au Conseil départemental un plan d'actions pluriannuel autour de ses quatre missions principales qui sont :

- l'ingénierie à destination des territoires et des professionnels,
- l'animation et l'appui aux filières,
- le soutien à la promotion de la destination Ille-et-Vilaine,
- l'observation touristique.

Règles générales

L'annexe est établie conformément aux dispositions du règlement ANC 10 2014-03 relatif au PCG sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.

Le passage du règlement CRC 99-01 au règlement ANC n°2018-06 engendre les changements de méthodes ci-après :

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

■ Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

* Matériel de bureau : 3 à 5 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Conformément à l'avis CNC du 15 juin 2007, les frais liés à l'acquisition (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) des titres de participation sont incorporés au prix de revient de ces titres. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnelles

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

■ Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	au début d'exercice	Augmentation	Diminution	en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 717	596		11 313
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLE	10 717	596		11 313
Immobilisations corporelles				
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Installations générales, agencements				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	98 142	10 096		108 238
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	98 142	10 096		108 238
Immobilisations financières				
- Participations évaluées par mise en				
- Autres titres immobilisés	26 506			26 506
- Prêts et autres immobilisations financières	6 972		83	6 890
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	33 478		83	33 396
ACTIF IMMOBILISE	142 337	10 692	83	152 947

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	596	10 096		10 692
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	596	10 096		10 692
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			83	83
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice			83	83

■ Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 537	233		10 769
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 537	233		10 769
Immobilisations corporelles				
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Installations générales, agencements				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	74 270	13 265		87 535
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	74 270	13 265		87 535
ACTIF IMMOBILISE	84 807	13 498		98 305

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 49 782 euros et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	6 890		6 890
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	5 516	5 516	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	37 377	37 377	
TOTAL CREANCES	49 782	42 893	6 890
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

■ Notes sur le bilan

Produits à recevoir

	Montant
Debit.cred.div.prod.a rec	5 068
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	5 068

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise	30 897			30 897
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit reprise	30 897			30 897
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	70 000		60 032	9 969
Report à Nouveau	258 738	66 024		324 761
Résultat de l'exercice	5 992	9 425	5 992	9 425
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement	15 605		8 409	7 196
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs	205 000		140 600	64 400
Total fonds associatifs	586 232	75 449	215 033	446 648

■ Notes sur le bilan

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions pour risques et charges

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges		1 000			1 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL PROVISIONS		1 000			1 000
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		1 000			
Financières					
Exceptionnelles					

■ Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	76 225	1		76 224
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	160 964	160 964		
Dettes fiscales et sociales	89 251	89 251		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	806	806		
Produits constatés d'avance	1 333	1 333		
TOTAL DETTES	328 578	252 354		76 224
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice				

Charges à payer

	Montant
Fournis.fact.non parvenue	110 414
Conges à payer	9 725
Autres charg.pers.à payer	4 374
Org.soc. ch./conges payes	4 601
Org.soc. charges à payer	5 561
TOTAL CHARGES A PAYER	134 676

■ Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constat.d avance	37 377		
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	37 377		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Subvention apprentie	1 333		
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	1 333		

■ Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 4 560 euros

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	A - B + C
Elaboration stratégie	50 000	50 000	30 600		19 400
Acompagnement coh	25 000	25 000	25 000		
Ingénierie profession	30 000	30 000	30 000		
Communication	100 000	100 000	100 000		
Déménagement				15 000	15 000
Création graphique				30 000	30 000
TOTAL FONDS DEDI	205 000	205 000	185 600	45 000	64 400

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7	1
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		8 409
Subventions d'investissement virées au résultat		2 021
Excédent provision mise à disposition RR 2019		

■ Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 17,77 personnes dont 0,3 apprenti.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	2	4	6	6
Employés	1	11	12	12
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
TOTAL EFFECTIF	3	15	18	18

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont la Directrice, le Président et le Trésorier.

Le Président et le Trésorier ne percevant pas de rémunération, communiquer la rémunérations des trois plus hauts dirigeants reviendrait à donner une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponse ministérielle n°1630, J.O. Sénat).